

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard - 20 mai 2024 - 1,50 €

N° 84

Comme il y a 40 ans ?

La Nouvelle-Calédonie s'était embrasée il y a quarante ans. Puis, après quatre dures années culminant avec le massacre de la grotte d'Ouvéa en 1988, se sont mis en place de nouvelles institutions et un nouvel état d'esprit, provoqué par une politique de rééquilibrage politique, économique, social et territorial favorisant les Kanaks (40 % de la population). Le camp loyaliste, dominé par les Caldoches, d'origine européenne, et les indépendantistes, menés par des radicaux kanaks, se sont partagé le pouvoir tandis que Paris, toujours représenté par un haut-commissaire, acceptait de rogner sérieusement ses prérogatives.

Dans la réalité quotidienne, les situations apparaissaient plus compliquées. Les deux parties connaissaient beaucoup de divisions et l'économie souffrait, même relativement, des problèmes techniques liés à l'extraction du nickel, représentant entre 20 % et 30 % des réserves mondiales. Les différences se sont creusées entre les régions urbaines (autour de Nouméa, où se concentrent les deux tiers de la population) et les rurales, où les Kanaks ont voulu préserver leur mode de vie. Mais s'est développé un nouveau phénomène : le déracinement des jeunes et même très jeunes Kanaks, en rupture à la fois

avec le monde coutumier et la civilisation moderne, mais gros consommateurs d'alcool et de cannabis ; cela explique pourquoi le garde des Sceaux a publié le 17 mai une circulaire appelant « une réponse pénale empreinte de la plus grande fermeté à l'encontre des auteurs des exactions perpétrées » visant particulièrement les mineurs de plus de 13 ans.

Les émeutiers sont estimés à quelque 5 000 en

zone rurale et à 3-4 000 à Nouméa ; il n'y a pas que des jeunes, même s'il est évident que les états-majors indépendantistes sont dépassés et appellent au calme – ce qui n'est pas le cas des représentants de la France insoumise. Tandis que le haut-commissaire déclare que les barrages de protection sont hors la loi et que les armes restent interdites, bien que chaque habitant en dispose d'au moins une, les gendarmes du RAID remer-



SOMMAIRE

P. 1 Nouvelle Calédonie : Comme il y a 40 ans ? – P. 2 Une guerre contre la France. – Au four et au moulin – Absentéisme. P. 3 Lectures. P. 4 Grève des pharmacies. P. 5 Importations de tomates marocaines. P. 6 L'attentat de Handlova. – Boeing dans la course à l'Espace. P. 7. Racisme. P. 8 La manif des fachos.

cient les Caldoches de les aider, tout en leur donnant des consignes.

Émeutes et pillages – 200 millions d’euros, avec des conséquences d’approvisionnement pour les particuliers et les entreprises – ont été provoqués par le vote de l’Assemblée nationale, à Paris, d’une loi élargissant le droit de vote pour tous ceux qui en étaient exclus car arrivés depuis vingt ans sur place. Étaient ainsi touchés des Français de métropole mais aussi des Océaniens de nombreux pays, fort mal vus des Kanaks en raison de leur endurance au travail. Peut-être a-t-on aussi été trop vite...

La Chine regarde avec un grand intérêt ce territoire au riche sous-sol et bien placé dans la géopolitique océanienne; elle y finance donc partis politiques, think-tanks, influenceurs, décideurs, chercheurs et médias. Si l’Australie et la Nouvelle-Zélande ne critiquent plus la présence française, d’autres se tiennent prêts, tel l’Azerbaïdjan en pleine croissance qui ne cache pas sa volonté de participer, à l’ONU et sur place, au « combat contre le colonialisme et le néocolonialisme ».

Jean Ètèvenaux

Une guerre contre la France

Début d’insurrection, les émeutes en Nouvelle Calédonie ont été soutenues par l’Azerbaïdjan, cette ancienne république soviétique aujourd’hui dirigée par un dictateur proche à la fois de Vladimir Poutine et du Turc Erdogan. Limitée à un petit espace

géographique, cette flambee de violences, où deux gendarmes français ont péri, est cependant un nouvel épisode de la Troisième guerre mondiale qui oppose de plus en plus à l’Occident les pays ex-communistes et leurs alliés islamistes.

Contrarié par le soutien de la France à l’Arménie à laquelle il fait une guerre de conquête, cet allié de l’axe Moscou-Pékin-Pyongyang-Minsk-Téhéran a soufflé sur le malaise calédonien, sous l’œil complaisant de Poutine, mais aussi de la Chine qui louche sur les richesses minières de cette île. La France se trouve ainsi en état de légitime défense.

Denis Lensel

Au four et au moulin

« Le président de la République s’entretiendra avec Mme Samia Suluhu Hassan, présidente de la République unie de Tanzanie, et M. Jonas Gahr Støre, Premier ministre du Royaume de Norvège, ce mardi 14 mai au palais de l’Élysée, ainsi qu’avec une délégation de chefs d’État et de gouvernement à l’occasion du Sommet sur les modes de cuisson propre ».

On veut bien admettre que la préparation d’aliments par combustion, seconde cause de mort prématurée en Afrique subsaharienne et responsable de 3 % des émissions de gaz à effet de serre, constitue un véritable problème, mais on demeure étonné que le chef de l’État français s’y implique à ce point.

Certes, nul ne contestera le rôle diplomatique de la France et la place que doit donc tenir son président.

On ne peut ainsi que se réjouir de la fameuse rencontre Choose France (titre évidemment en anglais) devant amener une pluie d’investissements sur le pays, même si ceux-ci se trouvent souvent liés aux subventions publiques généreusement accordées aux multinationales. Quant aux grandes rencontres bilatérales, elles sonnent parfois un peu creux, comme la visite sans lendemain de Xi Jinping, auquel a été réservé un accueil grandiose alors qu’il s’agissait du 70e anniversaire de la défaite de Diên Biên Phu, victoire nord-vietnamienne obtenue avec l’aide chinoise — sans oublier son rôle en Nouvelle-Calédonie. Mais Emmanuel Macron a manifestement besoin de ces moments lui permettant de se mettre en avant. De même a-t-il dû être heureux lorsque, le 18 mai, Salomé Zourabichvili, successivement ambassadeur de France en Géorgie puis ministre des Affaires étrangères de ce pays avant d’en devenir la présidente, lui a demandé de se rendre, six jours plus tard, à la fête de l’indépendance de son pays pour « sortir définitivement le Caucase de l’influence russe ».

Le chef de l’État se trouve donc au four et au moulin, intervenant sur tous les sujets et présidant de multiples cérémonies, comme celle, le 22 mai, à la mémoire des deux surveillants pénitentiaires abattus le 14. Malheureusement, il ne se déroule pas une semaine sans une marche blanche exprimant en fait l’affaiblissement de l’État et son incapacité à assurer la sécurité des citoyens. Que ce soit en métropole ou en Nouvelle-Calédonie, l’autorité

attendue par les citoyens se doit pourtant d’être concrètement affirmée, à moins d’accepter que, petit à petit, le territoire national ne soit contrôlé par le grand banditisme, les mafias et les individus prêts à tout.

Voilà pourquoi il y a des mots qu’on ne supporte plus d’entendre, car vidés de leur sens et déconnectés des réalités, tel cet « intraitable », qui ne constitue plus qu’un mantra répété machinalement après chaque ensanglantement de notre quotidien. Il ne suffit pas d’user d’une rhétorique guerrière pour régler les problèmes ou pour réaffirmer sa force, que ce soit face à Vladimir Poutine, à l’antisémitisme façon Hamas ou aux coups de poignards quotidiens.

Jean-Gabriel Delacour

Absentéisme

Jean Castex, ancien Premier ministre et actuel président de la RATP, a estimé, le 16 mai sur RTL, que le risque d’une grève de ses agents lors des J.O. était écarté, grâce à la conclusion, la veille, d’accords salariaux avec les syndicats. Il a par ailleurs annoncé que 2000 nouveaux agents avaient déjà été recrutés cette année pour un objectif de 5400, mais que l’absentéisme était le problème n° 1 de l’entreprise (depuis l’épisode covid selon lui), sans parler d’une vague de démissions qu’on impute à des conditions de stress trop éprouvantes (horaires décalés, incivilité de la clientèle et des automobilistes, circulation rendue folle par les aménagements « écologiques » et les chantiers perpétuels dans les rues...)

L’absentéisme et le manque de fidélité du per-

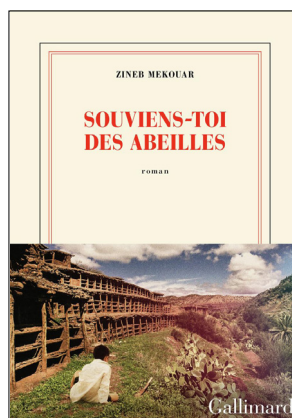
■ **Nouvelle Calédonie :** Le gouvernement a proclamé l'état d'urgence en Nouvelle Calédonie le 16 mai. Les émeutes en marge des rassemblements indépendantistes contre la réforme du corps électoral fixé en 1998 – qui exclut environ 43 000 électeurs potentiels considérés comme étrangers à l'île même s'ils y vivent depuis longtemps –, avaient à ce moment provoqué la mort de 5 personnes. Les dégâts étaient déjà évalués à 200 millions d'euros.

■ **Banditisme :** Le fourgon pénitentiaire qui transportait Mohamd Amra, 30 ans, du tribunal de Rouen à la prison d'Évreux a été attaqué, au péage autoroutier d'Incarville, par un commando le 14 mai à 11 heures du matin. Deux agents pénitentiaires ont été tués, trois autres blessés. Le repris de justice a disparu dans la nature.

■ **Vignobles :** Un milliardaire chinois qui avait acquis 27 châteaux en cinq ans dans le Bordelais s'en est vu confisquer 9, pour un montant de 35,5 millions d'euros, par un jugement du tribunal judiciaire de Paris le 15 mai.

■ **Transports ferroviaires :** La compagnie Euro star (détenue à 55,7 % pour la SnCF) va lancer un appel d'offres pour 50 TGV pour renouveler et compléter sa flotte, avec pour objectif de passer de 20 à 30 millions de passagers annuels d'ici 2030.

■ **Informatique :** Le groupe informatique Atos, dont la dette approche les 5 milliards d'euros, s'est donné jusqu'au 31 mai pour dire son choix entre les deux



ROMAN

Des abeilles et du miel

Dans ce village à la terre rouge du Haut-Atlas marocain, le temps semble immuable. Depuis des siècles, les habitants vivent en regardant la montagne. Là-haut se trouve le rucher du Saint, un empilement de ruches, qui a fait leur fortune. Zineb Mekouar nous entraîne dans une histoire familiale peuplée de rires et de douleurs. Anir vit avec sa mère, une femme « possédée » qui alterne entre cris et prostration, et son grand-père qui le forme à l'apiculture. Bientôt le garçon de douze ans aura ses propres abeilles et récoltera son miel à condition que la sécheresse ne dévaste pas la région.

« Souviens-toi des abeilles », Zineb Mekouar, Gallimard, 172 p., 19 €.

THRILLER

La dame rouge

Une nouvelle identité pour une nouvelle vie. Avant Maddy était « la muse du vampire ». Aujourd'hui, elle bénéficie d'un programme de protection des témoins après avoir dénoncé son compagnon, un dangereux criminel. Le commandant Theven lui a trouvé une place d'enseignante dans un institut pour enfants présentant des



troubles du comportement, quelque part dans les Pyrénées. Mais le doute s'installe : Maddy est-elle bien la femme innocente qu'elle paraît ? Marlène Charline nous entraîne dans un jeu pervers et machiavélique.

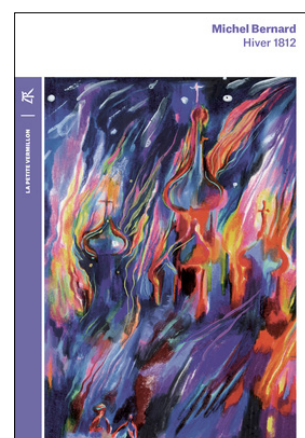
« La protégée », Marlène Charline, Calmann-Lévy noir, 352 p., 21,50 €.

HISTOIRE

La retraite de Russies

Près de 700 000 soldats partirent. À peine 20 000 revinrent. La campagne de Russie va anéantir la Grande Armée. Quand Napoléon entre dans Moscou le 15 septembre 1812, la ville est en flammes. Les Russes ont préféré brûler leur capitale plutôt que d'affronter l'empereur. La victoire semble acquise. Mais l'hiver arrive plus tôt que prévu. La neige, le blizzard, le froid, bientôt la faim et le désespoir déciment des troupes épuisées et mal ravitaillées soumises au harcèlement des cosaques. Il faut battre retraite. Michel Bernard raconte la débâcle française à travers le portrait de onze hommes et une femme qui tentent de survivre dans l'enfer blanc.

« Hiver 1812 », Michel Bernard, La Table Ronde, coll. La petite vermillon, 304 p., 8,90 €. « Les morts ont la parole », 190 p., 19,90 € et « Entretien avec un cadavre », 216 p., 19,90 €, Dr Philippe Boxho, éditions Kennes.

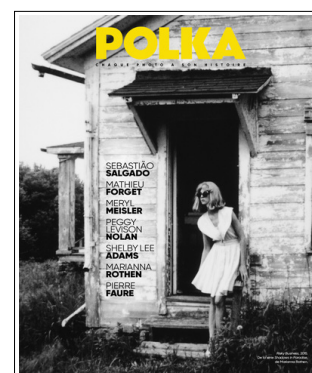


REVUE

Le Portugal en photos

Il y a cinquante ans, commençait la « Révolution des œillets » qui devait mener le Portugal vers la démocratie. Polka, le trimestriel du photojournalisme, commémore l'événement en publiant des photos de Sebastião Salgado. Autres sujets abordés : les familles américaines vues par trois femmes photographes, un portfolio de Pierre Faure, prix Polka du photographe de l'année 2023, qui documente l'univers des petites gens (paysans, chômeurs...), les nouveaux talents de la photographie...

Polka, n° 64. 7 €. En kiosque et en librairie.



principaux candidats à sa reprise : son principal actionnaire, David Layai, à la tête d'un consortium (One-point, Butler Industrie, Econocom), ou le milliardaire tchèque Daniel Křetínský, récent acquéreur d'Editis et de Casino. Il semble que le gouvernement français, qui a fait une offre pour reprendre les activités d'Atos concernant la souveraineté nationale (pour environ 1 milliard d'euros), et le président actuel d'Atos, Jean-Pierre Mustier, penchent en faveur du Tchèque.

■ **Antisémitisme** : Un Algérien armé d'un couteau et d'une barre de fer, et visé par une obligation de quitter le territoire (non exécutable en raison d'un recours administratif), a incendié l'intérieur de la synagogue de Rouen le 17 mai. En sortant, il a été abattu par un policier qu'il menaçait.

c : La Direction générale de la répression des fraudes a annoncé le 17 mai avoir infligé une amende de 400 000 euros, pour pratiques trompeuses, au comparateur Internet d'offres d'énergie Selectra.

■ **Inflation normative** : Le site Légifrance, qui rassemble les lois et décrets, compte 46 495 144 mots. Cette « inflation normative » est dénoncée dans un essai sous ce titre, du haut-fonctionnaire Christophe Échoe-Duval, paru chez Plon.

■ **Mendicité** : Le tribunal administratif d'Amiens a suspendu, le 16 mai, l'arrêté anti-mendicité pris par la mairie d'Amiens pour protéger les commerces du centre-ville entre mai et fin août.

sonnel est un problème rencontré de plus en plus par toutes les grandes entreprises. Le patron de Michelin, Florent Menegaux, s'en est montré conscient, le 18 avril dernier, en évoquant la nécessité d'un « salaire décent », au grand dam de ses pairs...

Pour en revenir à ces employés des transports en commun, naguère des fonctionnaires, on constate qu'un certain nombre exercent parallèlement le métier de chauffeur VTC (voiture de transport avec chauffeur). C'est que, manifestement, le temps de travail limité à 35 heures, voire moins, laisse des loisirs à des agents qui ont besoin d'une rémunération complémentaire. C'est dangereux pour les usagers d'avoir affaire à des chauffeurs qui, ainsi, ne s'arrêtent jamais de travailler, de nuit comme de jour. Une trentaine l'auraient même fait durant leur congé maladie... Peut-être ont-ils simulé une maladie ? Mais ce serait pire, s'ils ont continué à faire le taxi tout en étant malades.

Seront-ils sanctionnés ? Il y a quelque temps, le maire d'une ville de banlieue « à problèmes », qui faisait sa tournée électorale sur les marchés, s'était fait photographier par un journaliste, serrant la main d'un commerçant. Son chef des services techniques avait eu la surprise de reconnaître sur la photo un de ses subordonnés alors en arrêt maladie. Sur la même photo, en arrière-plan, il y avait deux autres employés de la mairie. L'un avait créé son auto-entreprise (ce qui était parfaitement légal) et son cousin l'aidait bénévolement (ce qui l'était moins...). Il y eut un

scandale retentissant dans le cabinet du maire. Mais le fonctionnaire municipal-commerçant convoqué était tombé en larmes, expliquant qu'il n'arrivait plus à payer les pensions alimentaires de ses « ex-femmes ». On s'aperçut qu'il était polygame et pas qu'un peu. Ce qui peut compliquer la notion de salaire décent. Il est vrai que, par ailleurs, ses femmes bénéficiaient d'aides sociales en tant que « parents isolés ». Le sort de nombreux enfants était en cause. On avait affaire à une « communauté » ethnique et religieuse dont le maire pensait avoir besoin électoralement. Le mis en cause était délégué syndical. Bref, il n'y eut aucune sanction, même si on se promit d'être désormais plus vigilants de part et d'autre.

L'intelligence de Jean Castex dans son problème d'absentéisme, c'est qu'il a demandé l'appui des syndicats pour ramener un peu d'ordre et de bon sens. Quand le travail principal n'est plus fait pour laisser la place à un autre engagement, ce travail retombe en effet sur les collègues, qui n'apprécient pas. Comme on peut lire dans les Évangiles (Matthieu 6:24) « Nul ne peut servir deux maîtres ; car, ou il haïra l'un, et aimera l'autre ; ou il s'attachera à l'un, et méprisera l'autre. » C'est pourtant ce que la loi, la jurisprudence et les usages, qui vont au-delà de ce qui était prévu dans les textes de 2008 (loi de modernisation de l'économie, dite LME), ont autorisé. De nombreux salariés, même fonctionnaires, ont créé parallèlement leur petite entreprise, quitte à concurrencer déloyalement les artisans et commerçants

installés. Mais pourrait-on revenir sur ce statut, qui a tout de même l'avantage de faire reculer le « travail au noir ». Cela demanderait d'aller à contre-courant de beaucoup de nouvelles habitudes, qui ont permis à certains de mieux rentabiliser leur énergie, et ont fait perdre à d'autres la sécurité d'une société strictement normée.

Pharmacies

Par la grève du 30 mai, les pharmaciens veulent alerter sur la réduction du nombre d'officines et sur la pénurie de médicaments.

Les pharmaciens avaient joué un rôle crucial lors de la pandémie de Covid mais la fin de la crise sanitaire a incité les autorités à éluder, comme en tant d'autres domaines, des problèmes majeurs. Les négociations avec l'Assurance maladie n'avancent pas, la réforme du troisième cycle des études pharmaceutiques, demandée par les étudiants et les pharmaciens, est au point mort, les fermetures d'officines se multiplient et font craindre l'apparition de déserts pharmaceutiques qui s'ajouteront aux déserts médicaux. Les pénuries de médicaments s'aggravent.

Alors que les déserts médicaux se forment lentement, ces pénuries provoquent des inquiétudes et des angoisses quotidiennes. Les difficultés sont apparues bien avant la pandémie, dès 2008. Elles ont été multipliées par dix entre 2008 et 2017 et elles sont maintenant hors de contrôle : 3 500 signalements de rupture en 2022 et 4 925 en janvier dernier, soit une hausse de 30,9 % par rapport à 2022 et de 128 % par rapport à

2021. On a beaucoup parlé du doliprane, mais les ruptures de stock touchent principalement les antibiotiques, les médicaments du système nerveux central, les médicaments du système cardiovasculaire et les anticancéreux.

Les causes de ces pénuries avaient déjà été mises en évidence pendant la crise sanitaire et le Sénat les a étudiées dans un rapport publié l'an dernier : les laboratoires ont délocalisé la production de médicaments dans des pays où la main-d'œuvre est sous-payée et 80 % des principes actifs sont produits en Asie. Les firmes pharmaceutiques favorisent les nouveaux médicaments, beaucoup plus rentables, sur un marché qui enregistre des demandes croissantes en provenance des pays du Sud.

Confronté à cette crise, le gouvernement se déclare préoccupé mais les propositions faites par les parlementaires ne sont pas prises en considération. On disserte sur la souveraineté sanitaire et sur le besoin de sécurité des Français mais on tente seulement d'aménager la pénurie. Par exemple en autorisant la vente de médicaments sur les plateformes (Amazon) et dans les grandes surfaces. Ce qui provoquera la fermeture de nouvelles officines.

Importations marocaines

Le jeudi 16 mai, une centaine d'agriculteurs des Pyrénées-Orientales (avec des renforts bretons et aquitains) se sont réunis au péage sud de Perpignan sur l'autoroute A9 qui relie la France et l'Espagne. Ils ont

annoncé 24 heures de mobilisation les lundi 3 et mardi 4 juin prochains avec pour but de bloquer totalement les liaisons routières entre les deux côtés de la frontière catalane. Une action concertée avec les agriculteurs espagnols à quelques jours des élections européennes qui se dérouleront le dimanche 9 juin.

Dans le viseur de ces cultivateurs ? Les importations de fruits et légumes marocains, à commencer par les tomates. Les agriculteurs catalans dénoncent la concurrence de fruits et légumes produits à bas coûts de l'autre côté du détroit

de Gibraltar. Les salaires y sont en effet beaucoup plus faibles qu'au sein des pays de l'Union européenne : environ un euro de l'heure au Maroc contre 8 en Espagne et 14 en France.

En France, l'augmentation des importations de produits agricoles marocains aurait atteint 29 % entre 2019 et 2022. Les acteurs de ce mouvement de colère réclament un affichage plus visible de la provenance des fruits et légumes ainsi qu'une renégociation des accords commerciaux entre la France et le Maroc.

Jérôme Besnard

**Prenez le temps de
vous abonner,
ou de vous réabonner à
LA NATION
FRANÇAISE**

**1 an = 20 euros
à l'ordre de Spfc-Acip.**

Paiement par carte bancaire :
<https://buy.stripe.com/28o3eq3Re7R-Sc3C000>

Merci de signaler par mail,
votre réabonnement

**Paiement par virement.
Rib sur demande.
frederic.aimard@gmail.com**

■ **Logement** : Selon un rapport de la fondation Abbé Pierre publié le 16 mai, le nombre de jeunes adultes de 18 à 24 ans qui habitent chez leurs parents dépasse désormais les 4,9 millions, soit 2,8 millions d'hommes et 2,1 millions de femmes. 600 000 autres du même âge habitent chez des tiers hébergeurs, amis ou membres de la famille.

Météo : Tout l'Est de la France est en vigilance orange après de fortes pluies le 18 mai et des débordements de cours d'eau.

■ **Alstom** : Le constructeur français a annoncé le 16 mai avoir remporté un appel d'offres en Israël pour construire 41 km de voies ferrées pour 54 tramways Citadis dans le nord du pays.

■ **Moteurs électriques** : La filiale Blue Solution du groupe Bolloré, qui investit depuis longtemps dans une batterie électrique solide, dite de quatrième génération ou Lithium Métal Polymère, a annoncé le 17 mai, la construction d'une Gigafactory près de Mulhouse, d'ici 2030, et le développement de son service de R&D à Ergué-Gabéric dans le Finistère avant 2026. Il s'agit d'investir au moins 2,2 milliards d'euros, en créant au moins 1 500 emplois afin de fournir 250 000 véhicules par an.

■ **Européennes** : 37 listes de 81 noms, pour les élections européennes du 9 juin, ont été publiées par le Journal officiel du 18 mai.

■ **Slovaquie** : Le Premier ministre Robert Fico, 59 ans, a été victime d'une tentative d'assassinat le 15 mai, à la sortie d'une réunion à Handlova. Il a reçu plusieurs balles tirées par Juraj Chintula, un poète de 71 ans, aussitôt arrêté par la police. Il semble que l'assaillant voulait stopper la dérive prorusse et anti-immigration du Premier ministre. Celui-ci a subi une opération de cinq heures à l'hôpital Roosevelt de Banská Bystrica.

■ **Iran** : Le président Ebrahim Raïssi, 63 ans, est mort dans un accident d'hélicoptère, le 19 mai dans la province de l'Azerbaïdjan iranien. Son Premier vice-président, Mohammad Mokhber, 68 ans, le remplace en attendant une élection présidentielle qui doit se tenir dans les 50 jours.

■ **Ukraine** : Plus de 10 000 habitants de la région de Kharkiv ont dû être évacués en urgence. Les forces russes avancent vers la seconde ville ukrainienne et ont revendiqué la prise de 12 villages, concentrant actuellement leurs efforts sur la ville de Vovtchansk.

■ **Japon** : Au premier trimestre 2024, le PIB du Japon a reculé de 0,5 %.

■ **Salvador** : Le gouvernement, qui a reconnu le Bitcoin comme monnaie légale en 2021 et cherche à lui donner un rôle dans l'économie nationale, a constitué un portefeuille de 5 748 BTC, ce qui représente 360 millions de dollars, avec une plus-value de 57 millions grâce aux hausses récentes de la principale cryptomonnaie.

L'attentat de Handlova

Le Premier ministre de Slovaquie n'est certes pas le prince héritier de l'Empire d'Autriche-Hongrie. Handlova ne se compare pas à Sarajevo. Le présumé coupable des tirs du 14 mai, qui ont manqué d'un cheveu de tuer Robert Fico, a agi isolément contrairement à l'étudiant Prinzip le 21 juillet 1914 qui faisait partie d'une conjuration aux multiples ramifications contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par Vienne et l'arrogance prêtée à l'archiduc François-Ferdinand. Les motivations du modeste retraité slovaque ne sont pas nationalistes mais liées à la politique intérieure, à la corruption, au contrôle des médias et de la justice, incarnée par la personnalité dominante de la classe politique locale depuis une vingtaine d'années qui concentre toutes les controverses.

Ne minimise-t-on pas pourtant une telle action ? L'acte, même isolé, revêt une signification qui dépasse le simple fait divers ou le cadre syldavien de ce pays de cinq millions d'habitants coincé au milieu de l'Europe centrale. Pour en rester au continent européen, la violence politique n'est pas qu'intermittente et éparse. Des attentats contre des chefs de parti et des élus ont eu lieu un peu partout, et pas seulement sur les confins européens, au sud ou à l'est : aux Pays-Bas, en Allemagne, en Angleterre même (une députée). Des journalistes d'investigation, à caractère

politique, ont été tués à Malte et, déjà, en Slovaquie, en 2018, provoquant la démission du même Robert Fico, premier ministre sans interruption depuis 2006. Revenu au pouvoir après les élections de septembre 2023 (avec seulement 23 % des voix), conforté par l'élection de son allié, Peter Pellegrini, aux élections présidentielles le 6 avril dernier, Fico ne semblait plus pouvoir être arrêté dans ses ambitions.

La présidente sortante, Zuzana Čaputová, pro-européenne, et le président désigné, eurosceptique, qui ne sera investi que le 15 juin, ont tous deux ensemble appelé au calme. Mais ils sont la manifestation des profonds clivages qui divisent la société slovaque en son milieu : 50/50. Or celle-ci n'est pas la seule dans ce cas. À la veille des élections européennes, la polarisation semble avoir gagné l'électorat dans la plupart des 27 États-membres. La démocratie européenne est dans l'impasse. Personne n'est à l'abri. Sans parler de la démocratie américaine qui est dans un cas similaire à la veille des présidentielles de novembre.

Bref l'exemple de l'Empire bicéphale d'Autriche-Hongrie en juillet 1914 n'est pas à écarter. C'est la notion d'Union et le mode de démocratie – car il y a 27 types différents de régimes électoraux – qui sont à revoir.

Dominique Decherf

Boeing dans la course à

La NASA a passé commande de deux types de vaisseaux spatiaux, l'un avec la firme d'Elon Musk Space X, l'autre avec Boeing. C'était il y a une dizaine d'années. Depuis, les essais de Boeing n'ont guère été concluants. Le lancement de Starliner CST 100, qui devait décoller avec deux astronautes à bord, vient d'être une nouvelle fois reporté au 25 mai prochain.

Une petite fuite d'hélium a contraint la NASA

à reporter le décollage vers l'ISS alors que les astronautes étaient déjà installés à bord.

Butch Wilmore et Suni Williams qui étaient prévus dans ce vol sont donc contraints d'attendre et d'espérer. Cela fait désormais quatre ans que la firme Boeing tente de prouver sa capacité à emporter des astronautes vers l'ISS, alors que Space X a déjà confirmé sa capacité à assurer ces vols. Pour la NASA, il est important de disposer de

deux solutions de navettes afin de garantir une exploitation sûre.

Ce nouvel essai infructueux, mais qui a permis quelques réglages nécessaires, s'est fait suite à trois autres essais en 2019 sans équipage, mais avec une capsule qui n'avait pu atteindre l'ISS. Et en 2021 avec un problème de valves bloquées qui avait interrompu le lancement. En mai 2022 par contre, le vaisseau vide avait atteint l'ISS.

■ **Algérie** : Selon les médias algériens, le PIB du pays sera de 267 milliards de dollars en 2024, ce qui en ferait la troisième économie du continent derrière l'Afrique du Sud et l'Égypte mais devant le Nigeria.

■ **Argentine** : La politique ultralibérale de Javier Milei semble un succès pour ce qui est de l'inflation mensuelle. Celle-ci était de 25,5 % en décembre, 20,6 % en Janvier, 13,2 % en février, 11 % en mars et de 8,8 % en avril. En 2023, le taux d'inflation cumulé de l'année a été de 214 %. Selon le FMI, le PIB argentin devrait reculer de 1,6 % en 2023.

■ **États-Unis** : L'inflation annuelle est passée de 3,5 % à 3,4 % en avril, encore loin de l'objectif de 2 % que se sont fixé le président Biden et la Banque centrale (Fed).

■ **Bourse** : Le Dow Jones, a dépassé les 40 000 points le 16 mai. C'est le plus haut historique de cet indice vedette de Wall Street et le double de sa valeur depuis mars 2020.

■ **Hollande** : Le Parti de la liberté de Geert Wilders, qui est arrivé en tête lors des législatives de novembre 2023, a enfin réussi à signer, le 16 mai, un accord de gouvernement avec 4 autres partis de droite.

■ **Afghanistan** : Trois touristes espagnols et trois Afghans ont été tués par Daesh dans le bazar de Bamian (ville célèbre pour ses bouddhas dynamités par les talibans en 2001). Il y a de nombreux blessés parmi les touristes venant de Lituanie, Norvège, Australie, France...

■ **Climat** : Le secrétaire général de l'Onu António Guterres a présenté, le 29 avril, le plan « Promesse climatique 2025 ». Par ce plan, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) aide 120 pays, dont les 40 pays les moins avancés économiquement, à se mettre en conformité avec l'Accord de Paris de 2015 sur le climat.

■ **République Démocratique du Congo** : Une tentative d'assassinat contre le vice-Premier ministre et ministre de l'Économie Vital Kamerhe a eu lieu, le 19 mai, à son domicile de Kinshasa par un groupe armé qui est parti ensuite à l'assaut du palais présidentiel sans succès. Une quarantaine d'assailants ont été arrêtés dont plusieurs ayant la nationalité américaine ou britannique selon les autorités. Un obus est tombé sur la capitale du Congo-Brazzaville, de l'autre côté du fleuve Congo, pendant les affrontements.

Racismes

« *Honnêtement, on se sent envahis, ils sont trop nombreux et nous ne savons pas comment gérer ce genre de situation* ». Cette réflexion ne vient pas d'un « petit Blanc » ou d'un « de souche » mécontent de voir autour de lui des peaux plus sombres que la sienne. Non : elle a été recueillie, au milieu d'autres, par le magazine *Jeune Afrique*, qui rapporte ce qui se déroule actuellement en Tunisie.

Là-bas, en effet, les évacuations musclées de migrants et les démantèlements sans états d'âme de campements de fortune se succèdent au fil des jours. Manifestement soutenues par la population, les autorités s'en prennent aussi à diverses organisations et représentants de la société civile, avec perquisitions, interpellations et arrestations de militants ; certains sont ouvertement accusés d'« *aider des milliers de migrants à entrer en Tunisie depuis les frontières algériennes et libyennes* ».

L'exemple vient de haut puisque, en février 2023, le président Kaïs Saïed avait vigoureusement dénoncé l'arrivée de « *hordes de migrants clandestins* », décrites comme menaçant « *la démographie de la Tunisie* ». Le chef de l'État a tout récemment précisé « *que les migrants sahariens sont certes des victimes de tout un système, mais que la Tunisie n'est pas responsable de leur misère* ».

Un racisme encore plus meurtrier contre les Noirs d'Afrique se manifeste au Soudan. Vingt ans après le génocide des populations

noires du Darfour, les milices utilisées par les autorités de l'État du Darfour occidental veulent briser les velléités autonomistes des groupes non-arabes, particulièrement les Masalit. Selon Human Rights Watch, les attaques menées par les militaires et paramilitaires viennent de provoquer la mort de plusieurs milliers de personnes et entraîné le déplacement de centaines de milliers d'autres. Au total, ces crimes contre l'humanité, menés dans le cadre de campagnes de nettoyage ethnique, seraient responsables de quelque 400 000 décès entre 2003 et 2020.

Précis

La Nation Française

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson
Siret 418 382 149 00015 Nanterre
TVA intracommunautaire
FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

Abonnement

1 an = 20 euros à l'ordre de
Spfc-Acip. Paiement par
carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/2803eq3Re7RSc3C000>

Merci de signaler par mail,
votre réabonnement

Paiement par virement possible. Rib sur demande.
frederic.aimard@gmail.com

l'Espace

Pour Boeing et la NASA cela fait partie d'un processus nécessaire pour développer ces technologies. D'ailleurs il faut observer que Space X rencontre régulièrement des problèmes.

Le décollage est donc prévu de Cap Canaveral en Floride.

Rappelons que le contrat entre Boeing et la NASA porte sur 4,2 milliards de dollars (soit 3,9 milliards d'euros).

Philippe Buron Pilâtre

La manif des fachos

Paris, samedi 11 mai 2024, après-midi. Un vieux grincheux de mes amis m'appelle au téléphone.

- Ma vieille me dit-il, je n'en crois pas mes yeux. Je me promenais autour du jardin du Luxembourg avec mon appareil autour du cou pour photographier des façades intéressantes (en réalité ce maniaque espère toujours prendre les jambes de jolies cyclistes qu'il pourrait croiser). J'arrive à l'angle rue des Chartreux et là je tombe sur un meeting en plein air d'Ordre Nouveau.

- Mais Ordre Nouveau a été dissous en 1973...

- Je t'assure, ils sont des centaines. Habillés en noir, encagoulés. Ils sont regroupés devant un immeuble, immenses drapeaux à croix celtique déployés, des torches à la main. En plein jour ! le gueulent à pleins poumons : « *Europe, Jeunesse, Révolution !* ». Des balèzes. Aussi costauds que l'armée de pandores à Macron qui quadrillent le quartier, mais eux avec leur armure. S'ils s'en prennent aux gauchistes à peine finis qui ont organisé une journée « *antifasciste* » devant le Panthéon, ça va être un carnage.

- Ce sont les membres du Comité du 9 mai, qui commémorent la mort de Sébastien Deyzieux, un militant de la regrettable, mais pas regrettée, Œuvre Française, qui s'est tué en tombant d'un immeuble de cette rue en essayant d'échapper aux flics de Pasqua.

- Ils déploient des parapluies noirs pour empêcher les journalistes de les prendre en photo. Mais tu vas voir, moi avec mon vieux boîtier, je vais faire le reportage du siècle.

Je ne sais pas ce que mon vieux camarade a pu photographier. Mais comme il a oublié de raccrocher son téléphone, j'ai pu entendre quelques échanges qu'il a eus avec des « *rats maudits* ».

- **Un Rat maudit :** N'approchez pas monsieur, vous ne pouvez pas dépasser le passage piéton.

- **Lui :** T'as raison mon gars, si tu crois que tu vas m'empêcher d'approcher pour faire des photos en agitant ton pépin.

- **Le Rat maudit :** La préfecture de police nous a autorisés à interdire l'accès. D'ailleurs, si vous continuez d'avancer, je vais chercher l'officier de police qui est là.

- **Lui :** Ah ben dis-donc, il a l'air de s'en foutre ton officier de police, à voir sa mimique et en plus il ne bouge même pas. À l'époque d'Occident et d'Ordre Nouveau, ils aimaient bien qu'on les prenne en photo.

- **Le Rat maudit :** Qui êtes-vous monsieur ?

- **Lui :** Un simple promeneur qui se trouve là par hasard avec son appareil autour du cou et que tu ne vas pas empêcher de faire

des photos. D'ailleurs qu'est-ce que t'en sais si je ne suis pas un sympathisant ?

- **Une voix de jeune femme :** Vous n'avez pas honte de rendre hommage à un mec qui était un pétainiste, un raciste, un antisémite ?

- **Un Rat maudit :** Propos inaudible. Puis : vous êtes toutes des salopes. Sébastien c'était mon pote.

- **Lui, ricanant :** Ah, ah, il n'était même pas né ce con !

- **Lui (à un Rat maudit mettant sa main devant l'appareil d'un reporter, m'a-t-il expliqué plus tard) :** Fais gaffe de pas mettre tes doigts sur l'objectif ça laisse des traces.

- **Lui plus tard :** Eh dis donc, ton pote, il a un tee-shirt noir avec une citation du commandant Denoix de saint Marc. Je ne crois pas qu'il aurait apprécié, il était dans la Résistance, il a été déporté.

- **Lui plus tard :** Tiens, il y a un de tes camarades qui allume une clope. Le Führer, il aimait pas ça qu'on fume.

- **Un Rat maudit :** On n'est pas nombreux à fumer. On fait du sport.

- **Lui, plus tard :** Ah mais dites donc, c'est quoi ce drapeau américain que vous déployez ? Vous êtes financé par les Américains, par Trump ? Trump, c'est le big business.

- **Un Rat maudit :** On a d'autres sources de financement.

- **Lui :** Par les Arabes, comme Malliarakis ? Ceci dit, Mallia, il a mal tourné. Il a viré libéral

- **Le Rat maudit :** C'est vrai ça arrive souvent.

- **Un Rat maudit :** C'est fini, Monsieur, plus la peine de prendre des photos.

- **Lui :** De toute façon, je n'ai plus de pellicule.

- **Le Rat maudit :** Ah, vous faites de l'argentique ? Alors vous êtes un réactionnaire, comme nous.

- **Lui :** Vous n'êtes pas des réactionnaires, vous êtes des révolutionnaires non ?...

- **Le Rat maudit :** Réactionnaire ou révolutionnaire, c'est pareil.

- **Lui :** Ah je ne crois pas ! Ça baisse la formation idéologique chez vous. Mais je vois que vous enlevez les cagoules et changez de tee-shirt. Vous partez protégés par la police. Comme les mecs d'Ordre Nouveau que les poulets avaient raccompagné au métro après le meeting du Palais des Sports en 1971, pour qu'ils échappent aux gauchistes. ■

Antoinette Yviquel

